



NOUVEL LA KAY



Editorial

En février 1997, Gérard Aleton nous entraînait à la rencontre d'Haïti et de son peuple. Depuis sans relâche il s'est donné à l'association " Désir d'Haïti " qu'il a créée .

Je veux lui rendre hommage, en notre nom à tous, pour ses actions et son temps offert par amitié et solidarité. Il a souhaité passer le relais de président, ne pouvant plus assurer ce rôle comme il l'entendait par manque de disponibilité, tout en restant dans l'équipe.

C'est ainsi que les membres de bureau m'ont invité à prendre la responsabilité de présidente pour assurer la continuité.

De plus en ce moment, nous devons être plus présents que jamais.

Nous avons interpellé, en janvier dernier, le Ministre des Affaires Etrangères monsieur De Villepin sur les difficultés politiques et les violations des droits de l'homme que le pays connaît.

En ces jours décisifs pour le pays, souhaitons à chaque homme un avenir qui lui permette de vivre dignement et dans la paix.

Christiane ESTEVES

J'en profite pour dire un grand bravo à l'équipe de rédacteurs de « Nouvel LaKay » qui est notre lien vivant et ce depuis 4 ans !

1^{er} janvier 1804

Pour l'Haïti rêvée par nos ancêtres
 Regroupons-nous comme un seul être.
 En cette date mémorable, où vît le jour une nation
 Menacée, contestée et par-dessus tout en désunion.
 Invitons donc à la table de réconciliation
 Ennemis frères, déchirés par l'ignorance et la passion
 Régisseurs de deux cent ans de mutuelle incompréhension.



Jour de gloire enseveli sous les rancœurs
 Accumulées par une longue gestion de malheur.
 Ne sachant quoi célébrer en cette occasion :
 Victoire de notre race ou de notre trahison
 Inexcusable des efforts historiques, uniques et glorieux,
 Entérinés par le sacrifice du sang de nos Aïeux.
 Recouvrons, en cet instant, la clairvoyance de nos preux !
 Du choc de nos divergences, que naisse la sagesse
 Indispensable aux volontés qui se veulent, d'elles mêmes, maîtresses.
 Xylographes du tronc de l'arbre de la liberté, soyons de vrais artistes
 Hautement motivés à sculpter enfin une œuvre qui persiste.
 Unissons-nous comme le veut la devise de nos ancêtres.
 Inventons de toute pièce la formule du mieux être
 Tant espérée par une majorité en guerre avec elle-même et son maître.
 Cessons les hideuses chicanes vieilles de deux cent ans.
 Embrassons l'avenir avec compassion, tolérance et sans rancune.
 Nos vaillants ancêtres ont du territoire chassé des tyrans
 Travaillons, en remerciement, à la grandeur de cette terre commune.
 Quoi qu'il en soit nous sommes les responsables
 Uniques et personnels de notre quotidien misérable.
 Aucune force au monde, ne peut, sans notre approbation
 Tracer le destin de notre entité de peuple, de nation.
 Renaissions des cendres du passé afin que nos ancêtres, oubliant leur courroux,
 Elèvent nos âmes vers la raison pour qu'Haïti cesse d'être à ses genoux.

Fritz Jeanty, New Port Richey Floride EUA, janvier 2004

1 ^{er} janvier 1804	1
Revue de presse en titres	2
De mal en pis	2
Haïti à la limite d'une guerre civile généralisée.....	2
«Pour le bien des Haïtiens dans l'intérêt bien compris des Français»	3
La situation s'aggrave au jour le jour.	4
Brèves	4

Voici le point sur l'actualité haïtienne à l'heure où nous mettons sous presses.

Libération du 26 décembre 2003

Haïti naufrage et tueurs à gage

Libération du 31 décembre 2003

Chimères d'Aristide pour le bicentenaire.

Corruption : avec le Nigeria et le Bangladesh, Haïti est l'un des trois pays les plus corrompus du monde, selon le dernier rapport de l'ONG Transparency International, fondé sur la perception du degré de corruption ressenti par les milieux d'affaires, les universitaires et les analystes.

I-media News du 27 janvier 2004

Régis DEBRAY : « nous ne devons pas être l'otage de la crise conjoncturelle haïtienne. »

La Vie du 5 février 2004

Le peuple haïtien à bout de souffle.

L'Express du 9 février 2004

Une partie d'Haïti en situation insurrectionnelle

Le Monde du 9 février 2004

L'insurrection contre le président Aristide s'étend à plusieurs villes d'Haïti

Libération du 9 février 2004

La poudrière haïtienne au bord de l'explosion

Dépêche AFP du 11 février 2004

Une mission d'évaluation de l'ONU prochainement à Haïti

Communiqué de RSF du 12 février 2004

Reporters sans frontières s'alarme de la grave dégradation de la situation de la presse

Dépêche AFP du 13 février 2004

La France demande au gouvernement haïtien de reprendre en mains ses milices

Le Monde du 16 février 2004

L'anarchie et un désastre humanitaire menacent Haïti

Dépêches AFP du 17 février 2004

Haïti: l'insurrection des Gonaïves fait tache d'huile

Haïti: la communauté internationale prête à agir, selon Villepin

Nouvel Observateur du 18 février 2004

« La solution pour Haïti est une mise sous tutelle », dit Christophe Wargny.

Le Figaro du 18 février 2004

L'étau se resserre autour du président Aristide

HAÏTI Alors que l'escalade de la violence se poursuit dans le pays, le chef de l'Etat a rejeté hier toute idée de démission avant le terme de son mandat en 2006

Dépêches AFP du 21 février 2004

Haïti : un ultimatum est adressé à Aristide et à ses opposants

L'opposition haïtienne rejette tout compromis, veut un départ d'Aristide

Dépêche AFP du 24 février 2004

Rejet définitif par l'opposition du plan international de sortie de crise

Libération du 26 février 2004

«A Port-au-Prince, le sang va couler». Les gangs pro-Aristide ont isolé la capitale, instillant la peur dans la population.

Le Figaro du 26 février 2004

HAÏTI Le Quai d'Orsay a proposé hier un nouveau plan de sortie de crise

Communiqué de l'ONU du 26 février 2004

Le Conseil de Sécurité va étudier l'envoi d'une Force Internationale en Haïti.

Haïti : Paris pour un gouvernement de transition sans Aristide
Port-au-Prince se prépare à une attaque imminente. Emmenés par Guy Philippe, les rebelles ont pris hier le contrôle de la ville des Cayes, la troisième du pays, et menacent d'être dimanche dans la capitale.

Dépêche AFP du 29 février 2004

Aristide a démissionné et quitté Haïti

Haïti Press Network 3 mars 2004

Guy Philippe dépose les armes et annonce la fin des hostilités

L'information en ligne

<http://www.haiti-info.com/>

<http://www.haitipressnetwork.com/>

<http://www.sakapfet.com/>

De mal en pis

Bonjour à tous,

Je suis sûr que vous êtes informés de ce qui se passe ici, en Haïti, ces derniers temps. Mais je ne fais le devoir d'attirer votre attention sur la situation, si jamais les médias accessibles n'en parlent pas.

Depuis les élections municipales et législatives de mai 2000, le pays est plongé dans une crise interminable. Le pouvoir actuel a raflé tous les postes. Malgré les protestations relatives aux fraudes orchestrées par les hommes du pouvoir, il ne veut absolument pas revenir sur les résultats. Au contraire, il a tout simplement continué avec les élections présidentielles de novembre 2000 où il sera le seul candidat connu, car les opposants les ont boudées.

L'organisation des Etats Américains (OEA) a envoyé plus d'une vingtaine de missions pour la gestion de la crise. De nombreuses concertations ont eu lieu entre les protagonistes, les représentants de la société civile et la Conférence des Evêques. Cela n'a abouti à rien. A la crise politique s'ajoutent des sources de tension permanentes :

- Une économie exsangue ;
- L'environnement se détériore de plus en plus ;
- La misère fait augmenter le nombre des exclus, et ceci, dans presque toutes les couches de la société.

Malgré cette situation dégradante, le pouvoir se fait remarquer par des arrestations illégales, des assassinats répétés, même de ses pairs, des scènes de tortures tant par les agents de la Police que par des bandes de civils armés par le pouvoir. Il ne peut se passer de manifestation de l'opposition sans casse. Ils ont même franchi la limite de l'intolérable, quand un groupe, à leur solde, a escaladé les murs d'une faculté pour aller battre les étudiants et handicaper le recteur de l'université qui est intervenu pour des négociations. Ceci a soulevé l'indignation de toutes les couches saines de la population. Depuis ce 5 décembre, date à laquelle ils ont perpétré leur forfait. C'est à travers le pays qu'on enregistre des manifestations de gens qui réclament le départ d'Aristide du pouvoir. Malgré les menaces, parfois mises à exécution, des chimères (membre des milices proches du pouvoir) et des membre de la police, malgré les arrestations, malgré les gaz lacrymogènes, les manifestations continuent et réclament à corps et à cri le départ d'Aristide.

Certains évêques et certains prêtres commencent aussi à apporter leur soutien à ces mouvements de protestation.

Témoignage d'un ami – décembre 2003

Haïti à la limite d'une guerre civile généralisée

Jusqu'à la veille du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti, la situation socio-politique alarmante se caractérisait par :

- un climat de terreur où les droits humains sont bafoués ;
- la systématisation de la répression, exercée par les forces de police et les groupes de civils armés, contre la population civile lors des manifestations de rue pacifiques ;
- de grandes difficultés de recours en justice pour les victimes de violence, donnant lieu à une impunité institutionnalisée ;
- une situation d'insécurité généralisée dont sont victimes toutes les couches de la société haïtienne.

La situation s'est aggravée au cours des deux premiers mois de 2004 :

- l'émergence d'un foyer insurrectionnel anti-Aristide armé, aux Gonaïves, constitué de dissidents lavalassiens ; et les confrontations violentes entre partisans du gouvernement et l'opposition anti-Aristide amenant le pays à la limite d'une guerre civile généralisée ;
- la violation des espaces humanitaires tels les écoles, l'université et les hôpitaux par la Police Nationale d'Haïti, les groupes armés à la solde du gouvernement, ainsi que par l'opposition armée anti-Aristide, en flagrante violation des 4 conventions de Genève sur la protection des non-combattants dans les conflits armés ;
- l'abandon des Commissariats par les forces de police dans plus d'une dizaine de villes du pays, laissant la population civile à la merci de la répression exercée par des groupes de civils lourdement armés ;
- l'accélération et l'augmentation des déplacements internes et externes de population, suite à des actions punitives.

Cette situation d'ingouvernabilité, de violence institutionnalisée, et d'insécurité qui prévaut actuellement dans le pays, contribue de manière certaine à l'aggravation des conditions socio-économiques déjà précaires de la population et à la détérioration des conditions macro-économiques et macro-sociales du pays.

Dans le nord, les prix des produits pétroliers ont déjà doublé affectant proportionnellement les coûts du transport interne. La circulation de personnes et de marchandises se réalisant avec d'extrêmes difficultés et dans des conditions dangereuses, il en résulte des manques à gagner certains et cruciaux pour les populations pauvres et vulnérables de ces régions.

De plus, cette situation, non seulement limite les capacités d'intervention et de suivi des institutions humanitaires, de droits humains et/ ou de développement, mais aussi empêche toute planification à long terme en matière de développement économique et humain du pays, et contribue à accentuer les flux migratoires aussi bien internes qu'externes.

Actuellement, Haïti vit donc dans une situation d'extrême urgence, allant jusqu'à la crise humanitaire. Cependant, cette situation d'urgence ne saurait être résolue uniquement par un flux massif d'aide alimentaire, sans passer par la résolution du conflit politique qui en est la cause. D'autant plus que traditionnellement l'aide alimentaire a toujours eu des effets pervers sur les systèmes et les structures de production du pays et ne peut qu'hypothéquer tout processus de développement durable.

Nous croyons que pour réaliser notre mission en Haïti, il est impératif que soit rétabli un environnement socio-politique sécuritaire et non-violent, que seul une gouvernance démocratique, respectueuse des droits humains et soucieuse du bien-être du peuple haïtien, peut garantir.

Pour respecter la souveraineté nationale et le droit des peuples à l'autodétermination, nous demandons à la communauté internationale :

- Qu'elle appuie la population haïtienne dans l'exercice de ses droits constitutionnels;
- Qu'elle condamne tout acte de violence politique et qu'elle impose les sanctions appropriées aux responsables de ces actes.
- Qu'elle prenne toutes les dispositions nécessaires en vue de cesser immédiatement toute exportation ou trafic d'armes et de munitions vers Haïti ;
- Que toute intervention humanitaire qui pourrait être envisagée se fasse dans le respect des institutions déjà en place et évite d'accentuer une mentalité de dépendance chez la population;
- Qu'elle cesse les rapatriements de migrants et des repris de justice de nationalité haïtienne, en attendant que des conditions de stabilité soient rétablies ;
- Qu'elle apporte, aussitôt que les conditions préalables seront rétablies, sa solidarité avec le peuple haïtien en appuyant des démarches favorables à une démocratie participative ainsi que la reconstruction des services et des institutions qui sont en mesure d'assurer une bonne gestion des affaires de l'Etat et une justice sociale.

Nous appelons toutes les parties engagées dans le présent conflit à respecter les accords internationaux plus particulièrement l'Accord de Genève, qui exige le respect des espaces humanitaires (écoles, hôpitaux, ...) dans les conflits armés, de manière à garantir à toute personne victime (indépendamment de ses appartenances politiques) le droit à la protection et à l'assistance que nécessite son cas.

Maintenant plus que jamais, nous réaffirmons notre engagement et notre détermination à accompagner le peuple haïtien dans son inlassable quête de justice sociale, de construction d'un état moderne, démocratique et respectueux des droits humains fondamentaux.

Extrait de la Prise de Position des Organisations Non Gouvernementales Internationales et Nationales travaillant en Haïti (Port-au-Prince, 13 février 2004)

« Pour le bien des Haïtiens dans l'intérêt bien compris des Français »

Christophe Benoît (avocat au barreau du Val-d'Oise) spécialiste du droit des sociétés plaide pour un autre regard sur le pays de ses origines.

« Le 18 novembre 2003, l'ambassadeur d'Haïti en France a lancé les événements qui, en 2004, célébreront à travers le monde l'indépendance d'Haïti proclamée le 1^{er} janvier 1804. Il a rappelé les liens si étroits, si particuliers et uniques qui unissent la France et Haïti dans un appel à leur renforcement. Cet appel, lancé au nom d'un peuple tant opprimé par nos aïeux, témoigne d'une aspiration qui devrait nous faire réfléchir, nous français.

Plusieurs pays africains et antillais ont à cette occasion marqué leur soutien aux Haïtiens, à leurs vœux de redressement économique et de rapprochement avec la France. Notre pays peut-il encore ignorer cette exhortation, abandonner aux autres la chance qui lui est offerte de participer activement et profitablement au renouveau d'Haïti, de ce peuple prodigieux à maints égards ? Faut-il coopérer maintenant avec Haïti ou attendre le départ de son président, la fin de la corruption à la saint-glinglin ? [...]

Haïti n'est pas que la misère, certes terrible, dépeinte généralement. Elle est aussi riche des cultures qui s'y sont accumulées depuis Christophe Colomb, pleine de ressources et d'avenir. Nœud géographique du début du commerce

moderne, longtemps objet de convoitise pour ce qu'elle peut produire, Haïti est un carrefour de civilisations comme il n'en existe pas ailleurs, un puits d'artistes originaux au talent surprenant. [...]

2004 année test pour une démocratie hésitante que l'Europe n'a pas favorisée, elle qui a gelé les aides financières, doit être l'année du renouveau économique pour Haïti et ses dix millions d'habitants. [...]

La coopération régionale paraît être une voie sérieuse pour le développement économique du pays. [...] Il faut pour cela rétablir la convention franco-haïtienne de coopération, promouvoir actions de coopération et vrais investissements grâce à des relais locaux bien choisis. [...]

Le droit d'Haïti est proche du nôtre, on y parle français, anglais et créole, les Haïtiens sont bons payeurs malgré leur pauvreté et nourrissent de véritables ambitions : un port international de commerce se construit au sud, tête de pont vers les Etats-Unis, un nouvel aéroport international, au sud encore, est à l'étude pour éviter aux touristes, au commerce et au transit de s'embourber dans la ville surpeuplée de Port-au-Prince.[...]

Au demeurant, de récents rapport parlementaires le déplorent, la France ne défend pas suffisamment la francophonie.[...]

Notre responsabilité dans les souffrances de ce peuple pacifique qui réclame notre amitié nous impose un devoir d'aide et d'assistance.[...]

Préparons l'avenir est l'alternance, ne perdons plus de temps : pour le bien des Haïtiens, dans l'intérêt bien compris des Français, affichons notre amitié, multiplions les échanges avec ce peuple si agréable, fermons les cicatrices du passé, que la France rayonne par ses actes.[...] Dominique de Villepin l'a réclamé au comité de réflexion sur les relations franco-haïtiennes : soyons audacieux.

Extraits des propos recueillis par Paul Juvene, la Croix du 23 décembre 2003

La situation s'aggrave au jour le jour.

Je suis enfin de retour chez moi. Sous la terreur des OP Lavalas circulant dans deux pick-up, les armes de toutes sortes aux mains, j'ai quitté hier la ville des Cayes. Sur la route je suis stoppé par un barrage monté par les membres d'OP Lavalas. Leur chef me reconnaissant semble-t-il, s'est courtoisement adressé à moi, me disant de patienter avant de me laisser passer devant un barrage enflammé. J'ai dû patienter deux heures environ avant de passer le barrage, mon véhicule badigeonné avec: Aken di Aristid 5 An. C'est le projet de Lavalas.

Une heure après, à nouveau, les lavalassiens ont encore dressé un barrage. J'ai du rebrousser chemin et dormir en route avant de reprendre la route ce matin, où j'ai mis 6

heures avant de déboucher sur le tronçon de Jacmel.

Je viens tout juste d'arriver. Je te partage à chaud ce que j'ai vécu. Cela te donne une idée. Mais cela ne nous bloque pas pour autant dans notre élan. Cette situation ne pourra durer indéfiniment

Salut à toi et à ton équipe.

Témoignage d'un ami – février 2004

Brèves

Février l'époque du Carnaval

Malgré les événements qui bouleversent le pays, les rues de Port-au-Prince sont bondées de gens tous les dimanches pour la répétition des jours gras.

Actions de Désir d'Haïti :

Décembre : participation aux marchés de Noël de Courtry et de Charny

Février : Rédaction d'une lettre ouverte au Ministre des Affaires Etrangère, monsieur de Villepin et au Président du comité indépendant de réflexion et de proposition sur les relations en Haïti, monsieur Debray (disponible sur le site de l'association ou sur demande au siège de l'association).

Une copie de ce courrier a été adressée au CCFD, à la Sidi, au Président du Conseil Général de Seine et Marne, à M Charles Cova député, aux maires de Bourron-Marlotte, Brou-sur-Chantereine, Bourg en Bresse, Charny, Chelles, Claye-Souilly, Courtry, Strasbourg, Vaucresson, Vaires-sur-Marne, Villeparisis, Villevaudé et à FONHSUD.

Signature de la lettre adressée par le collectif France-Haïti au Ministre des Affaires Etrangère, monsieur De Villepin.

Calendrier

9 mai : Exposition à Vaires sur le thème du bicentenaire et de la situation en Haïti suivi d'un repas dansant

Juin : début de la campagne de cartes de Vœux, donner des adresses d'acheteurs éventuels, des entreprises

septembre : journée des associations à Vaires

18/19 septembre : WE solidarité à Brou

octobre : exposition débat autour du thème du bicentenaire et de la situation en Haïti les conférenciers potentiels sont M Bruffaerts, M Taillefer, ou M Guichandut.

Nouveau bureau

Présidente : Christiane ESTEVES

Vice-président : François CANARD

Trésorière : Cécile LIMOSIN

Trésorière-adjointe : Sylvie LACOM

Secrétaire et rédactrice du journal Nouvel Lakay : Marie-Françoise PIAN

Secrétaires-adjointes et rédactrices adjointes : Jocelyne CANARD, Valérie LAMARE

Webmestre et rédacteur adjoint : Frédéric LLANTE

Membres du bureau : Nathalie ESTEVES ; Gérard ALETON ; Rocil MATINGOU

Nouvelle adresse du siège de l'association

57, rue Paul Algis 77360 Vaires sur Marne - 01 60 20 33 35

Coupon de réservation pour le REPAS DANSANT du 9 Mai 2004 à partir de 12h.30

Adulte 13 € - enfants (moins de 12 ans) 7€

Salle Jean-Baptiste Clément – Parc de la Mairie de Brou – 3 rue Carnot – 77177 Brou-sur-Chantereine

A retourner avant le **30 avril 2004** à :

Sylvie LACOM (trésorière-adjointe de désir d'Haïti) – 18 rue Louis Bectard – 77360 Vaires-sur-Marne
Accompagné du règlement par chèque à l'ordre de Désir d'Haïti

Nom : _____

Nombre d'adultes : _____ x 13 € = _____ €

Nombre d'enfants (moins de 12 ans) : _____ x 7 € = _____ €

Je désire que me soit réservée une table Total = _____ €

Menu

Apéritif

Punch/jus de fruit & Accras

Entrée

Crudités variées

Plat

Colombo de poulet & riz

Dessert

Flan coco